



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

L'UNESCO en action



La prévention de
l'extrémisme violent
dans le monde



#متحدون مع
E4HERITAGE

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

ون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

ون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

#متحدون مع ا
E4HERITAGE

ون م التراث
#UNITE4HERITAGE

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

اث
#U

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE

#متحدون مع التراث
#UNITE4HERITAGE



La prévention de l'extrémisme violent dans le monde

Avant-propos

L'extrémisme violent est une menace qui ne connaît pas de frontière : toutes les sociétés sont désormais vulnérables aux défis de l'intolérance, de la haine et de la peur.

Il n'y a pas de cause unique à la montée de l'extrémisme violent, pas plus qu'il n'y a de parcours unique conduisant à la violence extrémiste. Nous savons aussi que l'emploi de la manière forte ne suffit pas à contrer une menace qui prend sa source dans des visions du monde exclusives et se nourrit d'interprétations faussées de la foi, attisées par la haine et l'intolérance. Il faut y ajouter la « puissance douce ». Comme nous le rappelle le message inscrit en toutes lettres dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, nous devons élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes et des femmes.

La position de l'UNESCO à l'égard de l'extrémisme violent est sans ambiguïté : le combattre n'est pas suffisant, il faut aussi le prévenir. On ne naît pas extrémiste violent, on le devient, par initiation et par incitation. Les jeunes apprennent à haïr : nous devons leur enseigner la paix. Les extrémistes violents sèment la peur et la division : nous devons leur répondre par des possibilités d'engagement civique et par des compétences qui favorisent le dialogue entre les cultures. Les extrémistes violents prêchent l'exclusion et la haine : nous devons enseigner les droits de l'homme, la dignité, la tolérance et la solidarité. Les extrémistes violents exploitent la méfiance, la peur de l'autre, le manque de confiance dans l'avenir. Nous devons insuffler aux jeunes femmes et aux jeunes hommes un sentiment renouvelé d'appartenance à la société et à la communauté mondiale et les ouvrir à une vision nouvelle du futur.

Il faut agir dès les bancs de l'école, en inculquant aux jeunes femmes et aux jeunes hommes les valeurs, les compétences et les comportements qui leur permettront de mettre à profit la diversité, de s'investir pleinement dans la société à laquelle ils appartiennent, de trouver un emploi décent et de prendre leur place de citoyen du monde, au service de la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales en toutes circonstances. Tout cela appelle des formes nouvelles d'éducation, une réorientation de l'attention vers le développement de l'alphabétisation culturelle pour défendre le patrimoine culturel commun de l'humanité, des approches innovantes en faveur de la maîtrise des médias et de l'alphabétisation numérique pour mieux prémunir nos sociétés contre les promesses trompeuses délivrées par l'extrémisme violent, une unité renforcée de l'ensemble des femmes et des hommes qui font partie d'une seule et même famille et en partagent les aspirations, les droits, le passé et l'avenir.

Les exemples de partenariat et de mesures visant à prévenir l'extrémisme violent qui sont exposés dans cette publication couvrent tous les niveaux, du niveau local jusqu'au niveau mondial, et sont issus de tous les domaines de compétences de notre Organisation. Nous espérons qu'ils encourageront d'autres partenaires à apporter leur soutien et à s'investir.

Irina Bokova
Directrice générale de l'UNESCO



Introduction

L'extrémisme violent porte gravement atteinte aux principes de l'Organisation des Nations Unies inscrits dans les droits universels de la personne humaine et les libertés fondamentales. Ces dernières années, les attaques perpétrées par des extrémistes violents se sont multipliées partout dans le monde. Cette menace n'est propre à aucune religion, nationalité, culture ou origine ethnique particulière et elle compromet la sécurité, le bien-être et la dignité d'innombrables personnes, dans les pays développés comme dans les pays en développement. À l'échelle mondiale, elle met en péril les conditions d'un développement durable et d'une paix pérenne. Les réponses sécuritaires sont importantes, mais, pour qu'elles portent leurs fruits à long terme, il faut les compléter par des activités de prévention déployées aux niveaux mondial et local, dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture, de l'information et de la communication.

L'action de l'UNESCO

Relever ce défi complexe exige des initiatives transversales. C'est là l'un des points forts de l'UNESCO.

S'appuyant sur l'approche intersectorielle appliquée dans le cadre d'action intégré « Engager la jeunesse pour une paix durable » qu'elle a lancé lors de la Conférence sur « Les jeunes et l'Internet : Combattre la radicalisation et l'extrémisme » qui s'est tenue en juin 2015, l'UNESCO s'attache à doter les jeunes des connaissances, des compétences et des valeurs leur permettant de s'engager en tant que citoyens du monde responsables et de résister à toute forme d'abus ou de manipulation, y compris la radicalisation et l'extrémisme violent. Cet objectif est repris dans la décision historique (197 EX/46) que ses États membres ont adoptée en 2015 et qui invite à accroître la capacité de l'Organisation d'accompagner les pays dans leurs efforts pour concevoir des stratégies destinées à prévenir l'extrémisme violent.

Du fait qu'elles intègrent la protection des droits et de la dignité de la personne humaine, toutes les contributions de l'UNESCO à la prévention de l'extrémisme violent font également progresser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui visent à éliminer la pauvreté, renforcer les principes du développement durable et ne laisser personne de côté. L'UNESCO montre la direction à suivre pour neuf des nouveaux Objectifs de développement durable (ODD), tout d'abord pour les ODD qui se rapportent à l'éducation et à l'égalité des genres, puis pour l'ODD 5 (égalité entre les sexes), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 10 (inégalités réduites), l'ODD 11 (villes et communautés durables) et l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces).

L'UNESCO concourt, en outre, activement aux efforts globaux du système des Nations Unies, du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale pour « maintenir la paix » par des actions à long terme visant à réduire les menaces et à prévenir les conflits. Elle dirige notamment les contributions relatives à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et au Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent du Secrétaire général de l'ONU lancé en janvier 2016.

Domaines d'action prioritaires

En illustration de l'importance de son engagement et de ses réalisations, l'UNESCO copréside le Groupe de travail sur la prévention de l'extrémisme violent qui relève de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, joue un rôle de chef de file dans le Groupe d'action de haut niveau sur la prévention de l'extrémisme violent mis en place par le Secrétaire général de l'ONU et prend une part active à tous les groupes pertinents de l'Équipe spéciale.

- Rôle de l'éducation dans le renforcement de la résilience
- Maîtrise des médias, contre-discours et coalitions en ligne
- Participation et autonomisation des jeunes
- Sauvegarde du patrimoine culturel, valorisation de la diversité culturelle, promotion du dialogue interculturel
- Promotion d'une science inclusive et du partage des ressources naturelles.

Progresser sur la voie de l'égalité des genres et de l'autonomisation des filles et des femmes est le fil conducteur de l'ensemble des activités de l'UNESCO à ces niveaux.

Au cœur du système des Nations Unies

Le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent établi par le Secrétaire général de l'ONU énonce quatre priorités : (i) éducation, renforcement des compétences et facilitation de l'accès à l'emploi, (ii) mobilisation des jeunes, (iii) communication stratégique, Internet et réseaux sociaux, (iv) égalité des sexes et autonomisation des femmes. Ce Plan préconise une approche globale comprenant non seulement les mesures essentielles de lutte contre le terrorisme axées sur la sécurité, mais aussi des mesures de prévention systématiques qui s'attaquent aux facteurs conduisant certaines personnes à se radicaliser et rallier des groupes extrémistes violents.

Le Plan est un appel en faveur d'une action concertée de la communauté internationale à l'appui des États membres. Il énonce *plus de 70 recommandations* dont l'objet est d'aider les pays à empêcher la propagation de l'extrémisme

violent, et il propose la mise en place d'une action intégrée à l'intérieur du système des Nations Unies comme sur le terrain afin d'appuyer les efforts nationaux, régionaux et mondiaux déployés pour faire face à cette menace.

L'action de prévention de l'extrémisme violent que mène l'UNESCO s'appuie sur une série de résolutions innovantes du Conseil de sécurité de l'ONU concernant les mesures à prendre pour mettre un terme au trafic illicite de biens culturels et lutter contre le financement du terrorisme, et concernant la propagande et la communication terroristes, à savoir les résolutions 2199, 2347 et 2354 du Conseil de sécurité de l'ONU. L'UNESCO joue à cet égard un rôle de chef de file dans l'exécution de ces résolutions aux côtés de divers partenaires. S'y ajoutent les activités visant à promouvoir la résolution 2250 du Conseil de sécurité sur les jeunes, la paix et la sécurité.

État des lieux de l'action de prévention de l'extrémisme violent

Au total, 222 projets de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent sont en cours ou prévus aux niveaux mondial, régional et national, sous l'égide des 14 institutions du système des Nations Unies qui ont contribué à en dresser l'état des lieux en 2017. Chef de file du système des Nations Unies en la matière, l'UNESCO œuvre en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ONU-Femmes, le Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme/Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), l'Alliance des civilisations de l'ONU, le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le Département des affaires politiques, le Bureau pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger de l'ONU, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la jeunesse et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.



© Shutterstock / Rawpixel.com

Renforcer la cohésion sociale et la résilience face à **l'extrémisme violent** par **l'éducation**

L'UNESCO appuie les efforts déployés par les pays pour dispenser des programmes éducatifs qui renforcent la résilience des jeunes face aux messages propagés par l'extrémisme violent et qui favorisent un sentiment positif d'identité et d'appartenance. Dans cette perspective, le rôle de l'éducation ne consiste pas à bloquer les extrémistes violents ou à identifier les individus qui pourraient basculer dans l'extrémisme violent, mais à créer les conditions permettant aux apprenants de consolider leurs défenses de la paix en leur inculquant des valeurs, des compétences et des comportements qui rejettent l'extrémisme violent et en fortifiant leur engagement en faveur de la paix et de la non-violence.

L'UNESCO mène cette action dans le cadre plus large de l'éducation à la citoyenneté mondiale où elle assure la mise en œuvre de la cible 4.7 associée à l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) relatif à l'éducation.

■ Sensibilisation mondiale

L'UNESCO s'emploie, de concert avec des spécialistes de l'éducation du monde entier, à dégager une communauté de vues sur le rôle que peut jouer l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent. À travers l'éducation

à la citoyenneté mondiale, elle aide les parties prenantes à élaborer des réponses globales et concrètes de l'éducation à ces menaces et à les adapter au contexte qui est le leur. C'est dans cet esprit que l'UNESCO a organisé la première Conférence internationale sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation à New Delhi (Inde) en 2016.

Le travail entrepris dans le domaine de l'éducation couvre aussi des activités relatives à l'éducation aux droits de l'homme et à la paix, à l'enseignement de l'histoire de l'holocauste et des génocides et à d'autres moyens de combattre l'intolérance, le racisme et l'antisémitisme sous toutes ses formes.

■ Conseils à l'intention des enseignants et des décideurs politiques

L'UNESCO aide les parties prenantes clés de l'éducation à élaborer des politiques, des stratégies et des pratiques pertinentes pour que les lieux d'apprentissage ne deviennent pas le terrain de l'extrémisme violent et de visions du monde fondées sur l'exclusion, mais qu'ils soient au contraire des espaces propices à promouvoir les droits de l'homme, la tolérance, le respect d'autrui et la compréhension mutuelle.

Dans ce but, l'UNESCO a publié deux guides, disponibles en plusieurs langues.

● *Le Guide du personnel enseignant pour la prévention de l'extrémisme violent*, qui expose différentes façons d'aborder cette question en classe, entend doter les apprenants des outils dont ils ont besoin pour débattre de sujets polémiques et cultiver leur esprit critique.



● *La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation - Guide à l'intention des décideurs politiques* propose des solutions pour aider à hiérarchiser, planifier et mettre en œuvre des mesures efficaces à l'appui d'initiatives nationales de prévention de l'extrémisme violent.



■ Renforcement des capacités des enseignants et des décideurs politiques

L'Organisation s'applique également à renforcer les capacités des enseignants et des décideurs en attirant leur attention sur des interventions efficaces et adaptées qui peuvent contribuer à prévenir la violence et encourager la citoyenneté mondiale.

À titre d'exemple, *L'Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable (MGIEP)* œuvre en partenariat avec des parties prenantes de l'éducation et des jeunes à la mise au point de programmes novateurs et de solutions pour favoriser la réflexion critique et l'empathie et promouvoir l'engagement au niveau local.

“ *Les enseignants jouent un rôle déterminant dans l'apprentissage du vivre en paix au sein des communautés. Nous devons les sensibiliser au concept de l'extrémisme violent, à ses causes et aux possibilités de prévention qui existent, afin qu'ils sachent comment agir au quotidien.* ”

Un participant à l'atelier de l'UNESCO consacré au renforcement des capacités pour la prévention de la violence par l'éducation en Afrique subsaharienne en février 2017, à Addis-Abeba (Éthiopie)

Coup de projecteur sur

L'Afrique

En février 2017, l'UNESCO a organisé le premier atelier de renforcement des capacités sur « La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation en Afrique subsaharienne ». Accueilli par l'Union africaine à Addis-Abeba, l'événement a réuni 30 responsables politiques, formateurs d'enseignants et enseignants issus de huit pays : Djibouti, Éthiopie, Kenya, Nigéria, Ouganda, Somalie, Soudan du Sud et Tanzanie. Les participants ont approfondi leur connaissance des concepts clés et des activités éducatives qui permettent de limiter les comportements violents et d'accroître la résilience face à l'extrémisme violent. Ils ont aussi été initiés à la création d'espaces sûrs de dialogue sur des sujets sensibles et à la promotion de l'éducation aux médias et à l'information.

Partenariats

L'UNESCO travaille aux côtés de nombreuses organisations non gouvernementales compétentes en matière de prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. Elle se pose en fer de lance de plusieurs projets menés en coopération avec des organismes internationaux, comme l'**Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)**, l'**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)** et l'**Organisation internationale de la Francophonie (OIF)**.

En concertation avec le **Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale (APCEIU)**, l'UNESCO a étoffé son *Centre d'échange d'informations de l'UNESCO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale*, en y ajoutant des ressources relatives à la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation et de nombreux liens qui renvoient à des recherches sur l'étude de l'holocauste et, plus largement, des génocides et des atrocités de masse. Disponible actuellement en anglais, français et coréen, cette interface sera prochainement accessible dans toutes les langues des Nations Unies. Les ressources elles-mêmes sont rédigées dans la langue de parution.



Prévenir **l'extrémisme violent** par **l'autonomisation** des jeunes

Actuellement, dans le monde, 1,8 milliard de jeunes ont entre 10 et 24 ans. Ils n'ont jamais été aussi nombreux. Un enfant sur dix vit dans un pays en situation de conflit, et 24 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. L'instabilité politique, les exigences du marché de l'emploi, les possibilités limitées de participation politique et civique pèsent partout et de plus en plus lourdement sur les jeunes femmes et les jeunes hommes et en font des cibles d'autant plus vulnérables à la violence motivée par des raisons idéologiques et à d'autres formes d'extrémisme. Une solution durable exige, à l'évidence, de mettre les jeunes aux avant-postes.

Les jeunes sont les plus exposés à la violence, sous des formes multiples et souvent étroitement liées. Mais ils peuvent aussi être acteurs d'un changement positif et jouer un rôle crucial, dès lors qu'on leur donne des possibilités d'éducation et d'autonomisation par le renforcement de leurs compétences, la formation et l'accès à des formes nouvelles d'engagement.

La réponse de l'UNESCO à la résolution 2250 du Conseil de sécurité sur les jeunes, la paix et la sécurité place les jeunes au cœur même de l'action menée pour s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent. Elle est en parfaite adéquation avec la *Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la jeunesse* (2014-2021) et avec son cadre d'action intégré « Engager la jeunesse pour une paix durable ».

L'UNESCO est membre du Groupe de travail sur les jeunes et la consolidation de la paix, dans le cadre du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, chargé de coordonner l'action des institutions des Nations Unies, des ONG, des organisations de jeunes et d'autres partenaires à l'appui de la mise en œuvre de la résolution 2250 du Conseil de sécurité. L'Organisation fait également partie du Comité de pilotage institué en application des dispositions de cette résolution en vue de réaliser une étude sur la contribution des jeunes à la paix et à la sécurité. Cette étude proposera un examen minutieux et une analyse approfondie de l'apport des jeunes au processus de paix qui aideront à définir des priorités et à formuler des recommandations.

L'équipe de l'UNESCO chargée de la jeunesse déploie aussi un large éventail d'initiatives où les jeunes sont en première ligne de la réponse de l'UNESCO à l'extrémisme violent, qui visent par exemple à :

- appuyer les États membres dans la mise en œuvre de la résolution 2250 du Conseil de sécurité de l'ONU en vue de mobiliser les jeunes artisans de paix au service de la lutte contre l'extrémisme,
- travailler aux côtés des organisations de jeunes pour améliorer leurs compétences et leurs capacités et résoudre les difficultés auxquels ils font face,
- œuvrer en coopération avec des organisations partenaires à l'élaboration de politiques nationales relatives à la jeunesse,
- évaluer des plateformes numériques pour la jeunesse et encourager la participation civique à travers les médias sociaux,
- organiser des événements mondiaux destinés à stimuler la participation des jeunes à la lutte contre la radicalisation,
- entreprendre des recherches sur les causes profondes de la radicalisation afin de mieux cerner les facteurs sociaux, politiques et économiques qui mènent à l'extrémisme violent,
- sensibiliser les parties prenantes à ces questions,
- renforcer la résistance au niveau local pour doter les individus et les réseaux de jeunes des valeurs, connaissances et compétences dont ils ont besoin pour échanger, communiquer et coopérer de façon pacifique en dépassant les frontières sociales et culturelles, et
- favoriser la participation des jeunes à la prise de décisions et aux processus ayant pour objet d'assurer la paix et la sécurité et, par là même, promouvoir une bonne gouvernance et la lutte contre l'extrémisme violent.

“

J'ai suivi la formation aux compétences de la vie courante et à la gestion d'entreprise. J'ai appris à me servir d'un ordinateur. L'initiative Whitaker Peace & Development m'a totalement transformé. Quelque chose en moi a profondément changé durant cette formation. Mon comportement a changé. La paix fait désormais partie intégrante de ma vie.

M.A. Paul, jeune Soudanais du Sud, leader auprès de la jeunesse pour l'Initiative Whitaker Peace & Development, partenaire de l'UNESCO

”

Coup de projecteur sur

L'étude de l'UNESCO intitulée « **Youth and changing realities** » (2017) s'intéresse à la manière dont les expériences éducatives et l'attitude des jeunes à l'égard des gangs, de la violence et de l'identité de genre façonnent leurs cultures. Elle fournit aussi des recommandations à l'intention des décideurs politiques sur les moyens de résoudre divers problèmes tels que la progression des inégalités et de l'exclusion, les trafics de stupéfiants, les processus migratoires et les expulsions, la violence familiale, la stigmatisation et la désaffiliation institutionnelle.

L'Amérique latine

Le projet **Réseaux de la jeunesse méditerranéenne (NET-MED Youth)** financé par l'**Union européenne** promeut le dialogue interrégional, notamment avec les jeunes vivant dans la région sud-méditerranéenne. Une grande variété d'activités sont mises en œuvre en collaboration avec des partenaires stratégiques, nationaux ou internationaux, membres ou non du système des Nations Unies, et en lien avec d'autres projets financés par l'Union européenne et des organisations locales de la société civile, par exemple la Fondation Anna Lindh, Cartooning for Peace, la Fondation européenne pour la formation, le CELAT à l'Université Laval, le Réseau Euromed France, La voix des jeunes (UNICEF), ainsi que MedMedia, Generation What?Arabic, Open Neighbourhood South et SAHWA.

Des chaires UNESCO, comme la **UNESCO Chair in Children, Youth and Civic Engagement**, National University of Ireland, Galway sur les enfants, les jeunes et l'engagement civique ou la **UNESCO Chair in Community, Leadership, and Youth Development**, Penn State University, USA sur les communautés, le leadership et le développement de la jeunesse, prennent part à diverses activités à l'appui de l'action que mène l'UNESCO pour la prévention de l'extrémisme violent, notamment des réunions de groupes d'experts de l'UNESCO et de l'ONU, des conférences et des projets de recherche.

De concert avec le **ministère albanais de l'Éducation et des Sports**, l'UNESCO soutient la promotion des échanges interculturels et interreligieux par l'éducation en vue de prévenir l'extrémisme violent.



Prévenir **l'extrémisme violent** par **la culture**

La culture peut être un élément fédérateur puissant au service de la prévention de l'extrémisme violent, de la consolidation de la paix et de la réconciliation. Elle renforce le sentiment d'appartenance, favorise la compréhension mutuelle et ouvre des espaces de réflexion critique.

Mobiliser les jeunes femmes et les jeunes hommes, acteurs clés dans la protection et la transmission du patrimoine et dans la production des expressions culturelles contemporaines, est essentiel pour édifier des sociétés inclusives, pacifiques et durables. La participation active à la vie culturelle est aussi, pour les jeunes, l'occasion de partager leurs expériences et leurs histoires, de renforcer leurs capacités de résoudre un conflit par des moyens pacifiques et, ce faisant, d'élargir leur horizon.

À travers son Programme d'éducation au patrimoine mondial et sa campagne *#UnisPourLePatrimoine*, l'UNESCO associe les jeunes à la protection de toutes les formes de patrimoine et à la promotion de la diversité culturelle pour favoriser l'avènement de sociétés plus inclusives et pacifiques.

Tout au long de l'année 2017, l'UNESCO dirige ainsi 51 camps-chantiers dans 32 pays du monde au titre du Volontariat pour le patrimoine mondial, en coopération avec des communautés et des organisations locales de jeunes. Ces chantiers d'activité aident les jeunes à découvrir d'autres cultures, à mieux connaître la leur et à développer un sentiment commun d'appartenance et d'appropriation à l'égard du patrimoine culturel. L'UNESCO organise également les Forums des jeunes sur le patrimoine mondial, dont le dernier en date s'est déroulé à Cracovie (Pologne) du 26 juin au 4 juillet 2017, en marge de la 41^{ème} session du Comité du patrimoine mondial. L'objectif est de faciliter l'apprentissage et les échanges interculturels, de promouvoir une vision pluraliste de la société et de permettre aux jeunes de mieux comprendre les bienfaits de la diversité culturelle.

■ **Élaboration de contre-discours**

La campagne *#UnisPourLePatrimoine*, mouvement mondial porté par l'UNESCO et relayé par les réseaux sociaux, contribue à l'élaboration de discours ancrés dans les valeurs du patrimoine, les droits de l'homme et le respect de la diversité culturelle.

Lancée en mars 2015 à Bagdad par la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, en réponse à la destruction délibérée du patrimoine culturel dans des zones de conflit, cette campagne appelle chacun à s'élever contre l'intolérance et la haine et à célébrer les lieux, objets, traditions culturelles et valeurs communes qui font du monde un univers riche et plein de vie.

L'UNESCO est également en première ligne du combat contre le « nettoyage culturel », c'est-à-dire la destruction délibérée du patrimoine culturel qui cherche à détruire la légitimité de l'autre dans son existence même. Elle est le fer de lance de la mise en œuvre de la résolution 2347 du Conseil de sécurité en faveur de la protection du patrimoine culturel dans des situations de conflit armé, qui souligne le rôle central de l'UNESCO dans la prévention et la lutte contre le trafic illicite de biens culturels, source de financement du terrorisme, et reconnaît le rôle spécifique de la culture comme instrument de dialogue et de réconciliation.

Pour en savoir plus :

<http://whc.unesco.org/fr/wheducation/>

<http://www.unite4heritage.org/fr>

“

Nos ancêtres ont pris grand soin des sites de notre patrimoine culturel, car ils comptaient beaucoup pour eux. Le patrimoine culturel est l'empreinte de l'homme dans le monde. Nous devons le protéger, parce qu'il est l'une des formes d'expression de l'identité, de la beauté et de l'authenticité.

Irena Luthon, étudiante palestinienne et travailleuse bénévole pour la campagne #UnisPourLePatrimoine

”

Coup de projecteur sur

L'Asie

Le ministère des Finances de la République islamique d'Afghanistan et l'UNESCO travaillent de concert pour le développement de la culture et des industries créatives en Afghanistan dans le cadre d'un fonds fiduciaire multipartenaire récemment créé. Reconnaisant à la culture son rôle de moteur du développement économique et social et de vecteur d'unité et de cohésion, cette initiative de longue haleine vient appuyer le programme national d'action pour la culture et l'économie créative (NPCE). Ce programme intègre la place centrale de la culture dans les politiques et les stratégies du pays pour créer des emplois et améliorer les moyens de subsistance et est articulé autour de trois axes : (i) la sauvegarde du patrimoine culturel, (ii) le déploiement d'un réseau de centres culturels à travers le pays pour encourager l'éducation au patrimoine, et (iii) la promotion des industries créatives pour favoriser l'employabilité et la création d'emplois, autant d'éléments qui contribuent à la prévention de l'extrémisme violent.

Coup de projecteur sur

L'Afrique

Suite à la destruction du patrimoine culturel unique de Tombouctou (Mali) en 2012 par des groupes armés, l'UNESCO et le gouvernement malien ont lancé, dès le mois de janvier 2013, un programme ambitieux de réhabilitation du patrimoine dans le pays. La reconstruction ainsi prévue de 14 des 16 mausolées de Tombouctou inscrits sur la Liste du patrimoine mondial témoigne de leur conviction que la culture est l'un des fondements de la fierté et de l'identité d'une communauté et qu'elle joue un rôle vital dans les processus de consolidation de la paix. La reconstitution du tissu physique de Tombouctou à partir des techniques de maçonnerie traditionnelle a fait prendre conscience aux communautés de l'importance des sites du patrimoine local et constitue une première étape majeure vers la reconstitution du tissu social et, à terme, vers la guérison et la réconciliation.

Partenariats

Dans le cadre des efforts engagés pour assurer la mise en œuvre de la résolution 2199 du Conseil de sécurité de l'ONU relative aux menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme, l'UNESCO œuvre en partenariat avec INTERPOL, l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions établie par le Conseil de sécurité de l'ONU. Cette résolution prévoit des mesures juridiquement contraignantes visant à lutter contre le trafic illicite d'objets en provenance d'Iraq et de Syrie et reconnaît que la défense du patrimoine culturel est un impératif de sécurité. De surcroît, conformément à la résolution 2253 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui demande aux États de « prendre des mesures fermes et énergiques » afin d'endiguer les flux de fonds et autres actifs et ressources économiques à destination des personnes et entités inscrites sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida, l'UNESCO a intensifié sa coopération avec le secteur du marché de l'art en vue de renforcer le dialogue politique et la sensibilisation sur le lien qui existe entre le trafic illicite d'objets culturels et le terrorisme.



Prévenir **l'extrémisme violent** sur **l'Internet**

La radicalisation des jeunes, source de violence, devient un défi majeur pour nombre de sociétés aujourd'hui et met en péril la sécurité et les droits fondamentaux des citoyens des pays du monde entier.

Fidèle à la mission qui lui incombe de favoriser la coopération et la solidarité par la communication et l'information, l'UNESCO appuie les efforts déployés par ses États membres et par la société civile pour prévenir l'extrémisme violent et la radicalisation sur l'Internet.

Devant l'efficacité toujours plus grande dont font preuve les groupes extrémistes violents dans l'utilisation de l'Internet et des médias sociaux pour appeler à la haine et à la violence, l'action conduite par l'UNESCO pour faire barrage à la radicalisation en ligne menant à la violence revêt une importance croissante pour ses États membres. Au travers d'initiatives concrètes destinées à encourager l'autonomisation des jeunes à l'aide des TIC et à cultiver en eux l'esprit critique, la tolérance et le respect des valeurs universelles, l'UNESCO leur inculque les connaissances et les compétences qui forment le socle de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) pour élargir

leurs choix dans la société, créer de nouvelles formes de citoyenneté mondiale et renforcer leur résistance à la manipulation sur l'Internet et sur les réseaux sociaux.

En 2015, dans le cadre de son Programme intergouvernemental Information pour tous (PIPT), l'UNESCO a organisé la première conférence internationale sur le thème « Les jeunes et l'Internet : Combattre la radicalisation et l'extrémisme ». L'événement a rassemblé des experts et des décideurs en vue d'échanger leurs expériences sur les interventions, projets et processus visant à lutter contre l'utilisation de l'Internet comme instrument d'incitation des jeunes à des idéologies extrémistes et à la radicalisation. La conférence a sensibilisé les États membres et les partenaires aux dangers liés à cette menace, les alertant sur la nécessité urgente d'une attention soutenue de la part de la communauté internationale et d'une action mondiale à l'appui des États membres. Elle a également été l'occasion pour l'UNESCO de lancer son initiative intersectorielle intitulée *Cadre d'action intégré - Engager la jeunesse pour une paix durable : Jeunesse 2.0 - Développement des compétences, consolidation de la paix.*

La conférence internationale suivante, organisée conjointement par l'UNESCO, le PIPT et le gouvernement du Québec avec le soutien du gouvernement canadien en 2016, a porté sur le thème « Internet et la radicalisation des jeunes : prévenir, agir et vivre ensemble ». Elle a débouché sur « L'Appel de Québec », dans lequel les participants exhortent la communauté internationale à engager une démarche multidimensionnelle pour combattre l'extrémisme violent. À ce titre, le Canada a apporté son soutien au projet intersectoriel de l'UNESCO pour la « Prévention de l'extrémisme violent par l'autonomisation des jeunes en Jordanie, en Libye, au Maroc et en Tunisie ».

Dans un autre volet de son action, l'UNESCO promeut le journalisme indépendant et professionnel pour contrecarrer les effets négatifs des fausses informations, de la propagande et des rumeurs. Un journalisme crédible et factuel et une analyse critique sont la base de politiques qui défendent les droits de l'être humain et sa dignité.

En coopération avec l'ensemble des parties prenantes clés, l'UNESCO joue un rôle central dans la lutte contre la radicalisation des jeunes dans le cyberspace qui conduit à l'extrémisme violent, afin de préserver l'espace sécurisé que représente l'Internet et les possibilités qu'il offre aux jeunes de s'instruire, de tisser des relations sociales, de s'exprimer et de réaliser leurs aspirations dans un esprit de dialogue et de tolérance. Par les efforts qu'elle investit pour mettre en valeur la fonction d'échange, d'innovation, de créativité et, à terme, de paix et de sécurité que remplit l'Internet, l'UNESCO réalise l'un des principaux objectifs du mandat que lui confère son Acte constitutif.

L'UNESCO a conclu un accord avec le **ministère libanais de l'Éducation** et l'**Université libanaise** sur l'intégration de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et de la prévention de l'extrémisme violent dans les programmes nationaux de formation des enseignants. Elle est parallèlement engagée dans l'élaboration de cours en ligne ouverts à tous (MOOC) sur les compétences du dialogue interculturel, en collaboration avec un consortium d'universités dans les États arabes.

Partenariats

“

Vider l'Internet de tout propos haineux ne suffira jamais à endiguer l'extrémisme violent, car [chaque fois qu'] un site Web ferme, il y en a deux ou trois de plus dès le lendemain. Supprimer ces contenus ne résout pas le problème. Il faut plus que cela. Il faut entrer en contact avec ceux qui incitent à la radicalisation et à la haine en ligne et former nos communautés pour qu'elles puissent leur opposer des réponses factuelles et mieux argumentées.

Ross LaJeunesse, directeur des relations internationales chez Google

”

Coup de projecteur sur

La Conférence internationale sur les jeunes et l'incitation à la haine sur Internet, qui s'est tenue en janvier 2017 à Nice (France), a réuni des chercheurs et des organisations de la société civile venus d'Europe et d'Amérique du Nord pour se pencher sur le rôle des plates-formes en ligne dans la radicalisation des jeunes. À cette occasion, l'UNESCO a présenté l'étude intitulée *Combattre les discours de haine sur Internet* qu'elle a menée en 2015 et les recherches en cours sur les médias sociaux et la radicalisation des jeunes. D'après cette analyse, l'Internet se présente moins comme un élément moteur du processus de radicalisation que comme un environnement propice à la diffusion de messages. C'est la raison pour laquelle l'UNESCO promeut l'éducation aux médias et à l'information (EMI) qui agit comme un antidote puissant contre les discours de haine et la radicalisation en ligne.

Coup de projecteur sur

En mai 2017, la Commission nationale libanaise pour l'UNESCO a organisé, en collaboration avec l'UNESCO et le Rotary Club de Beyrouth, une Conférence internationale sur « La jeunesse et les technologies de l'information et de la communication : Vers la prévention de l'extrémisme violent dans le cyberspace ». Troisième d'une série de conférences qui se sont tenues à l'initiative de l'UNESCO et de son Programme intergouvernemental Information pour tous (PIPT), elle a rassemblé quelque 200 experts issus de 20 pays qui ont partagé leurs expériences et recherché des solutions pour prévenir la discrimination et la radicalisation menant à l'extrémisme violent sur l'Internet. Le *Document final* de la conférence préconise l'adoption et l'application de mesures efficaces pour prévenir la propagation en ligne de la violence, consolider les défenses de la jeunesse contre les pensées extrêmes et promouvoir un Internet orienté vers la paix.

L'Amérique du Nord et l'Europe

les États Arabes



Prévenir **l'extrémisme violent** par la promotion d'une **science** inclusive et le partage des ressources naturelles

Promouvoir une science inclusive et le partage des ressources naturelles apporte une contribution importante à la prévention de la montée de l'extrémisme violent, à travers le dialogue et la coopération.

Travaillant aux côtés de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et d'autres partenaires, que ce soit de la région ou d'ailleurs, l'UNESCO a mis en œuvre des projets et des activités scientifiques qui s'efforcent de promouvoir le développement durable et d'instaurer une culture de paix. Grâce à son Programme hydrologique international (PHI) et au Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB), l'Organisation a étoffé la base de connaissances scientifiques disponibles sur le fonctionnement du lac Tchad et l'état de son milieu environnant, tout en renforçant les capacités institutionnelles de gestion du lac et de ses écosystèmes.

Forte de cette expérience, l'UNESCO a conduit un projet sur les ressources naturelles transfrontières en Afrique, ayant pour objet : (i) un examen de l'état des connaissances se rapportant à la gestion des ressources naturelles du bassin du lac Tchad, (ii) le renforcement des capacités de

la Commission du bassin et des institutions affiliées en vue d'une gestion intégrée des ressources en eau et d'une coopération en faveur de la paix et du développement et (iii) la réalisation d'une étude de faisabilité sur la création d'une Réserve de biosphère transfrontière et l'ajout du lac sur la Liste du patrimoine mondial. Les principales zones du bassin bordent cinq pays : le Cameroun, la République centrafricaine, le Niger, le Nigéria et le Tchad. Ce projet a ouvert la voie à une nouvelle initiative financée par la Banque africaine de développement et intitulée : « Appliquer le modèle des réserves de biosphère transfrontières et des sites du Patrimoine mondial pour promouvoir la paix dans le Bassin du lac Tchad par la gestion durable de ses ressources naturelles ».

L'UNESCO est, d'autre part, investie dans un autre projet : « Connaître les changements climatiques en Afrique ». Centré sur les savoirs autochtones des communautés pastorales d'Afrique subsaharienne en matière de conditions météorologiques et climatiques, il vise à renforcer les capacités et l'autonomie des communautés autochtones et vulnérables.

Le projet prévoit, en outre, des recherches transdisciplinaires sur les synergies qui peuvent être créées entre les savoirs scientifiques et les savoirs locaux en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques, du développement durable et de la consolidation de la paix.

“

Sauvegarder le lac Tchad, c'est améliorer la résilience de plus de 30 millions de personnes. L'implication des communautés locales est essentielle et nous sommes heureux de pouvoir compter sur l'expertise de l'UNESCO pour la gestion des ressources naturelles et la promotion d'un dialogue interculturel afin de cultiver la paix.

Sanusi Imran Abdullahi, Secrétaire exécutif de la Commission du Bassin Lac Tchad

”

La formulation d'instruments politiques dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) en Afrique est un élément important qui, non seulement concourt à la paix et à la stabilité de la région, mais peut aussi faire obstacle à la propagation de l'extrémisme violent.

À cette fin, l'Espagne finance des bourses de maîtrise et de doctorat et des programmes nationaux de STI dans la région pour encourager la création d'espaces ouverts de recherche et d'échange entre les scientifiques et les autres parties prenantes, notamment les communautés autochtones et locales.

Le fait que des scientifiques et des détenteurs du savoir local africains participent à des programmes internationaux de recherche au service du développement durable, comme Future Earth (financé par la Suède), marque une tendance importante vers une répartition plus diversifiée et plus équilibrée des milieux et des cultures parmi les futurs scientifiques appelés à s'impliquer. Ces mesures ont pour but de favoriser les échanges et le rapprochement des cultures et de contrecarrer l'extrémisme violent.



© CBLT (Commission du Bassin du Lac Tchad)

Instantanés de **l'action** aux quatre coins du monde

- Le 8 mars 2016, une table ronde consacrée à « **L'extrémisme violent et la radicalisation : Les femmes comme victimes, complices et force de changement** » s'est déroulée au Siège de l'UNESCO avec la participation de femmes dirigeantes, chercheuses et militantes. La discussion a porté sur le rôle des femmes dans la montée de l'extrémisme violent, à la fois comme auteurs, victimes et adeptes. Elle a été l'occasion de souligner les différences de rôles et de perceptions qui existent entre les hommes et les femmes dans un contexte d'extrémisme violent et de radicalisation, d'illustrer et de mettre en valeur l'exemple et les qualités de femmes qui œuvrent pour la paix et le changement, ainsi que de rendre compte des efforts de nombreuses femmes qui revendiquent le droit de dire « non » à l'extrémisme violent et de les saluer à l'occasion de la Journée internationale de la femme.
- Le projet pour « **La prévention de l'extrémisme violent par l'autonomisation des jeunes en Jordanie, en Libye, au Maroc et en Tunisie** » bénéficie du soutien du Programme canadien d'aide au renforcement des capacités antiterroristes et du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. Ce projet multisectoriel a pour objet d'aider les jeunes femmes et les jeunes hommes à mettre en pratique des formes nouvelles de solidarité mondiale.
- Au Soudan du Sud, le **Réseau Youth Peacemaker** développé en collaboration avec l'**Initiative Forest Whitaker Peace & Development** dispense aux jeunes femmes les connaissances et les compétences dont elles ont besoin pour promouvoir la paix et le développement durable au sein de leurs communautés.
- En novembre 2016, des médias sociaux ont diffusé une vidéo sur la valeur du patrimoine (« **The Value of Heritage** »). Réalisée par le bureau de l'UNESCO à Beyrouth dans le cadre du projet de Sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien, cette vidéo est financée par l'Union européenne avec le soutien du gouvernement flamand et du gouvernement autrichien. Elle entend attirer l'attention des populations sur la valeur de leur propre patrimoine à un moment où un grand nombre d'entre elles voient disparaître leur patrimoine, leurs coutumes et leur identité. Protéger la culture aujourd'hui, c'est construire la paix de demain.
- Libérer le potentiel des villes pour cultiver l'inclusion et la diversité se situe au centre de la mission de la **Coalition internationale de villes inclusives et durables** (ICCAR). Cette initiative vise à établir un réseau de coopération internationale entre les villes pour renforcer la solidarité et la collaboration dans le monde et encourager un développement urbain où toute forme d'exclusion, de violence et de discrimination est bannie.
- Le partenariat de l'UNESCO avec le **Projet Aladin** encourage la formation, le dialogue interculturel et la tolérance pour promouvoir le respect d'autrui et la compréhension mutuelle dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme sous toutes ses formes.

■ Désignée comme organisme chef de file pour la **Décennie internationale du rapprochement des cultures** (2013-2022), l'UNESCO rassemble une grande diversité d'acteurs de la prévention des conflits, notamment les jeunes, les dirigeants de la société civile et les militants, les responsables de l'élaboration des décisions et des politiques, le secteur privé et les chercheurs. Cette initiative est au cœur de l'action du Secrétaire général António Guterres axée sur la prévention des conflits, l'instauration d'une paix durable et le respect des droits de l'homme.

■ Les **Histoires générales de l'Afrique** et la série de volumes récemment publiés par l'UNESCO sur les **Différents aspects de la culture islamique** sont des ressources uniques qui explorent les richesses de la diversité humaine, de même que les échanges et dialogues qui ont marqué l'histoire de toutes les sociétés et de toutes les cultures.





Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Soutenir l'action de l'UNESCO

À moins d'un effort concerté et coordonné de mobilisation de tous les États membres de l'UNESCO et de ses partenaires, les mesures de prévention de l'extrémisme violent resteront sans effet. L'engagement et le soutien de l'ensemble des parties prenantes sont une condition essentielle de la consolidation d'une paix pérenne et du développement durable qui est notre objectif commun.

Au nom des droits de l'homme et des valeurs que nous partageons, nous devons répondre à la menace que la violence extrémiste fait peser sur la sécurité nationale et internationale par le déploiement d'une action à tous les niveaux, en usant des leviers de la « puissance douce » de l'éducation, de la culture, des sciences, de la communication et de l'information.

L'UNESCO s'y engage.

Elle vous appelle à la rejoindre dans ce combat, pour bâtir un monde plus sûr, plus inclusif et plus juste pour tous.

Pour en savoir plus, consulter le site :

<http://fr.unesco.org/preventing-violent-extremism>

Contacts

Mme Soo Hyang CHOI
Secteur de l'éducation
sh.choi@unesco.org

M. Boyan Radoykov
Secteur de la communication
et de l'information
b.radoykov@unesco.org

Mme Souria Saad Zoi
Secteur des sciences sociales
et humaines
s.saad-zoy@unesco.org

M. Francisco Gómez Durán
Secteur de la culture
f.gomez-duran@unesco.org

Mme Rovani Sigamoney
Secteur des sciences exactes
et naturelles
r.sigamoney@unesco.org

UNESCO • 7 Place de Fontenoy • 75352 Paris 07 SP • France